



IL EST DES SITUATIONS QUI NE SUPPORTENT PAS d'être rationalisées. Ces centaines de milliers de réfugiés jetés une énième fois sur les routes, ces vies anéanties ou gâchées pour toujours, ces ruines où pleure une vieille femme, ces enfants de Nabatieh engagés sous les décombres, ce spectacle de fin du monde à Cana, autant d'images qui ne devraient faire parler que l'émotion.

Autant d'images qui, pourtant, échappent déjà au registre du cœur. Non pas tant parce qu'il a fallu en commenter les implications et qu'il le faudra encore. Mais parce que, dans le fond, elles ont été voulues, reçues, gérées dans la froideur des calculs tactiques et des équations stratégiques. Froideur des paris électoraux de Shimon Pérès et de ses projections post-électorales, assurément. Froideur de la guerre technologique, adaptation *high tech* d'une véritable tradition israélienne de la terreur d'État, elle-même toujours manipulée avec préméditation et sang-froid, sans doute aussi. Malheureusement, dans cette affaire, il n'y a pas eu que le cynisme israélien, et c'est bien cela qui sonne faux dans le concert de l'unité nationale enfin réali-sée et de la fierté arabe restaurée.

Quand Israël pratique la politique de la terre brûlée chez les autres, il est après tout conforme à son histoire, consubstantielle de la violence depuis un demi-siècle. Pire, il est dans son rôle: conquérant en temps de guerre, hégémonique en temps de paix. On peut ne pas l'accepter, mais il faut au moins en prendre acte. Parce que l'ignorer en crânant ne fait qu'aggraver les dangers. Et les responsabilités.

ON A BEAU ÊTRE HABITUÉ, DANS CETTE RÉGION DU MONDE, aux victoires rhétoriques, on reste un peu perplexe devant une guerre qui, à en croire les déclarations d'autosatisfaction des uns et des autres, n'aurait fait que des gagnants, à défaut de vainqueurs.

Et si c'était vrai? En la matière, il ne s'agit pas de vérifier l'adéquation des résultats aux objectifs initiaux de chacun, ni même de décider pour qui l'arrangement d'avril ressemble plus à un compromis, mais de se demander si toutes les parties n'ont pas trouvé des avantages dans le nouveau *modus vivendi* ou dans le bras de fer multilatéral qui a précédé.

Gagnant incontestable: Jacques Chirac qui a brillamment rentabilisé, par sa promptitude à engager la diplomatie française et l'assistance humanitaire, sa visite historique de la semaine précédente au Liban pour matérialiser le renouveau d'une «politique arabe». Encore ne faut-il pas se laisser abuser par des réactions américaines excessives: Paris a certes contribué à faire bouger Washington, et sa contribution à l'arrangement final n'est pas négligeable, mais de là à conclure que la nouvelle «politique arabe» de la France va renverser la donne au Proche-Orient, il y a un pas que la réaffirmation du pouvoir d'arbitrage américain interdit de franchir. Au surplus, l'abstention française à l'Assemblée générale de l'ONU et la rapide visite de Shimon Pérès à Paris, le 1<sup>er</sup> mai, interdisent tout malentendu: même si elle cherche – et réussit – à se trouver une place, la France souscrit au processus de paix tel que le conduisent les Américains.

## Tous gagnants?

Gagnants non moins évidents: les États-Unis. Le processus de paix, loin d'être remis en question, va maintenant redémarrer dans son volet syrien. En outre, Washington

*Gagnant l'État libanais? Oui, mais seulement à condition d'oublier le discours qui a précédé, ou de le considérer comme mensonger.*

n'a pas eu à chambouler sa politique syrienne – et libanaise – et il n'a pas eu à forcer la pression pour obtenir de Damas une suspension au moins provisoire de l'appui donné aux formations intégristes hostiles au règlement pacifique. Mais il y a mieux: toutes les parties ayant sauvé la face, Washington garde la possibilité d'une relance rapide du processus de paix au grand profit de Shimon Pérès.

Gagnant, Shimon Pérès? On ne le saura vraiment qu'au soir du 29 mai. Ce qu'on sait déjà, c'est qu'il garde toutes ses chances d'être réélu. Il les a peut-être même améliorées. Voilà bien une autre illusion qu'une lecture pas assez circonstanciée de la presse israélienne produit: à savoir que la décision de lancer cette guerre pourrait devenir un enjeu des élections israéliennes. C'est oublier trois éléments. Le premier est que le marais des électeurs hésitant encore entre Likoud et travaillistes est séduit par une opération militaire, quelque sanglante qu'elle soit, dans la mesure où il est par là démontré que la paix proposée par Pérès, si avantageuse à bien des égards, ne signifie pas l'abandon du culte de la force. Les dérapages de l'armée en campagne n'affectent en rien cette formule magique, du moins tant qu'il n'y a pas de tués israéliens. Pour une large partie du public israélien, qui est, on l'oublie trop souvent, nettement plus à droite que son intelligentsia, les enfants de Cana auront payé pour les victimes des attentats de Tel-Aviv et Jérusalem, et peu importe l'explication de ce crime (préméditation, erreur, manipulation). Deuxième élément, la marge de manœuvre très réduite pour les électeurs de gauche. Quelques critiques qu'ils puissent être envers Pérès, ils n'hésiteront pas entre lui et Netanyahu. Enfin, troisième élément, le Likoud ne peut reprocher à Pérès son intervention. Tout au plus peut-il discuter la qualité de l'arrangement obtenu. Mais, en la matière, on atteint un degré de sophistication qui échappe à l'électeur moyen pour qui la «zone de sécurité» dans le Sud du Liban reste un enjeu abstrait. En contrepartie, Pérès a bien des arguments à faire valoir: l'engagement syrien à garantir le Nord d'Israël, perçu comme une anticipation du traité de paix à venir. Cela ne veut pas dire que Pérès est déjà réélu – il reste à la merci d'un attentat du Hamas – mais plus simplement, et très cyniquement, que les exactions de son armée au Liban lui généreront probablement plus d'appui que de défiance.

Gagnant donc, Israël? Si l'on admet un instant que l'opération israélienne ne se réduit pas aux calculs électoraux, le bilan est encore plus net. Sans doute Israël n'a-t-il pas détruit le Hezbollah – d'ailleurs, il n'a pas cherché à le faire. Il n'en a pas moins marqué des points capitaux. D'abord parce que, comme

d'habitude, le Liban lui sert à la fois de champ de démonstration de sa suprématie stratégique et d'espace d'entraînement grandeur nature. Il ne faut pas oublier que chaque guerre limitée de ce genre est l'occasion d'expérimenter dans les conditions réelles du combat les nouvelles acquisitions de l'arsenal israélien. Or, il est à craindre qu'abstraction faite de Cana les stratèges israéliens aient tout lieu d'être satisfaits des résultats de laboratoire de leur arsenal technologique après cette mini-Tempête du désert qui, faut-il le rappeler, ne leur a pas coûté un mort. Quant au coût matériel, il est déjà couvert par les États-Unis. Et, sur le plan diplomatique, le gouvernement israélien a la satisfaction d'avoir obtenu l'une de ces mesures de construction de la confiance (*confidence-building measures*) qu'il réclamait à la Syrie au moment de Madrid, à travers la formation du comité de surveillance de la trêve. Déjà, Pères a parlé de «*brouillon*» du traité de paix et fait valoir que la Syrie est devenue, avec le Liban, un «*partenaire*» d'Israël.

Gagnant, alors, le président Assad? Oui, dans la mesure où il ne situe pas ses calculs au plan stratégique mais cherche encore et toujours à compenser par des mouvements tactiques la suprématie israélienne. Gagnant donc, si l'on se concentre sur la forme des tractations diplomatiques ou leur localisation. Comme l'a si bien décrit la manchette du *Safir* (sans malice?), le 20 avril, soit le surlendemain du massacre de Cana, «*le sang du Liban convoque le monde entier à Damas*». À cette aune tactique ne pèsent guère les deux concessions présentées par la Syrie: la garantie de la frontière israélienne vue comme une *confidence-building measure* et l'abandon du monopole syrien sur l'un des dossiers libanais au moins, du fait de la cohabitation avec trois autres pays et l'État libanais au sein du comité de suivi. Car, là, elle pourra continuer à jouer, fût-ce sous haute surveillance et de manière partielle, la carte du Hezbollah.

Gagnant aussi, dès lors, le Hezbollah?

Oui, parce qu'il lui est donné de sauver la face. Il aura donc le temps d'exploiter la légitimité acquise de par la résistance pour terminer sa conversion en parti politique, sans plus pouvoir compromettre de son propre chef ou sur commande de ses patrons régionaux l'équilibre instable de la politique libanaise. Gagnant, du coup, l'État libanais? Oui, mais seulement à condition d'oublier le discours qui a précédé. Ou de le considérer comme mensonger. Si la présence du Liban dans ce comité est jugée précieuse, c'est bien parce qu'elle a valeur de restauration. Cela signifie, *a contrario*, que les arguments sur l'absence de contradiction entre résistance et logique d'État ou sur l'indissociabilité des volets libanais et syrien n'étaient que des alibis d'impuissance. Mais cela signifie aussi qu'il faut arrêter de se goberger de mots pour enfin affronter les vrais problèmes. La 425 par exemple. Il n'échappe à personne que le chiffre magique manque dans l'arrangement d'avril. Une telle omission ne compromet évidemment pas le principe du rétablissement de la souveraineté libanaise jusqu'à la frontière. Elle induit cependant le recours à un mécanisme plus complexe pour obtenir ce rétablissement et, il faut l'espérer, un abandon du fétichisme diplomatique. De même qu'il faudra bien en arriver à s'extraire de l'ivresse de la résistance.

LA THÉMATIQUE DE LA RÉSISTANCE EST INCONTESTABLEMENT propre à susciter l'enthousiasme, surtout en ces temps d'unité nationale. N'est-il pas temps, pourtant, de regarder ladite résistance en face? Non pas pour établir une équivalence entre résistants et terroristes, comme le voudrait la propagande israélienne. Mais pour se demander si, davantage qu'un instrument de lutte contre l'occupation, elle n'est pas un levier idéologique et politique qui prend sens à l'intérieur du champ libanais et de l'espace arabe. Un peu d'histoire, ici, ne ferait pas de mal. Ne serait-ce que pour rappeler qu'il y a eu deux moments de la résistance, voire deux résistances. Le premier moment, ce sont les années 1982 à 1985 quand la résistance armée est exercée par des militants de partis laïques (communistes du PCL et de l'OACL, PSNS, nassériens de Saïda), en même temps que pour une part plus marginale, fût-elle plus spectaculaire, par des miliciens du mouvement Amal et des membres des formations intégristes chiïtes qui se réuniront en 1986 sous le label Hezbollah. Simultanément, une résistance populaire massive, une *intifada* en quelque sorte, agite l'ensemble des villages occupés, encadrée par Amal et des religieux d'obédience intégriste, comme cheikh Ragheb Harb, l'imam de Jibchit assassiné par les Israéliens en 1984. Cette résistance, dans ses deux formes, va cesser après le retrait israélien de 1985 de Saïda, Tyr, Nabatieh, et la constitution d'une «zone de sécurité» maintenue sous occupation déguisée. Et c'est dans le vide fait par le mouvement Amal, autoproclamé patron du Sud à grands coups de nettoyages violents, que le Hezbollah va reprendre le flambeau de la résistance. En plus voyant mais moins efficace, il faut bien le dire. Raçon de cette notoriété, en même temps que prix des services rendus, la formation pro-iranienne entrera au Parlement en 1992.

Ces métamorphoses de la résistance révèlent combien peu exact était, pendant la dernière crise, le discours tenu par les dirigeants libanais dans les médias. Peu exact, parce qu'au motif de réaffirmer le droit sacré à la résistance on cautionne une stratégie de consolidation politique. Peu exact, parce que le Hezbollah ne saurait être défini simplement comme un mouvement d'opposition au gouvernement quand il est devenu partie intégrante de la structure du pouvoir. On ose espérer une plus grande sincérité, maintenant que l'on connaît le coût de l'imprévoyance et de la légèreté.

TOUS GAGNANTS ALORS? PEUT-ÊTRE. Mais certainement pas tous innocents. Car ces cris de victoires si contradictoires ne sont-ils pas les signes que, derrière les drames humains, l'affaire s'est jouée dans le cynisme de tous?

Tous cyniques? Ce serait plus près de la vérité. Tous, sauf ces vrais innocents qui ont payé dans leur chair et dans leur biens. Tous, sauf cette majorité nouvelle de citoyens qui a enfin forgé les conditions d'une unité nationale réelle.

Gagnante, au moins, l'unité nationale? Elle peut l'être. À une condition: que les cyniques, tous les cyniques, soient pris pour ce qu'ils sont.

*Les métamorphoses  
de la résistance révèlent  
combien peu exact  
était le discours tenu  
par les dirigeants libanais.*